

# PARLEMENTAIRES

## INFORMATIONS

52e législature



**Pour de plus amples informations, surfez sur :**

www.lachambre.be

**Informations Parlementaires** est le bulletin de la Chambre des représentants de Belgique et décrit les activités qui s'y sont déroulées au cours de la semaine écoulée (du jeudi au jeudi). Il paraît chaque semaine en français et en néerlandais, sauf pendant les vacances parlementaires.

**Informations Parlementaires** est adressé à toute personne qui en fait la demande.

**Le prix de l'abonnement s'élève à 13,00€**) par année parlementaire (du deuxième mardi d'octobre au deuxième mardi d'octobre de l'année suivante). Le montant doit être versé sur le compte n° **000-1648428-10 de la "Chambre des représentants publications à 1008 Bruxelles"**.

Le bulletin paraît en néerlandais sous le titre de **Parlementaire mededelingen** ; l'abonnement aux deux versions s'élève à 26,00 €.

Cette publication est entièrement réalisée par les services de la Chambre.

***coordination et rédaction*** : Service des Relations publiques et internationales

***tél*** : 02/549.81.77 - 02/549.80.80

***fax*** : 02/549.83.02

***E-mail*** : pri@lachambre.be

***lay-out*** : PRI

***impression*** : Imprimerie de la Chambre

***adresse postale*** : Chambre des représentants de Belgique  
B - 1008 BRUXELLES

***entrée visiteurs*** : 13, rue de Louvain - Bruxelles

***éditeur responsable*** : le secrétaire général de la Chambre



## Table des matières

<b>ORGANES DE LA CHAMBRE</b>	
Présidence	3
<b>COMMISSIONS</b>	
Réunions de commissions	5
<b>SÉANCE PLÉNIÈRE</b>	
Projets et propositions de loi	35
Questions orales	37
Hommage aux victimes de Termonde	40
Votes nominatifs sur les motions	41
<b>RELATIONS INTERNATIONALES</b>	43
<b>PUBLICATIONS</b>	45

<b>CONSEIL DES MINISTRES</b>	47
------------------------------	----

<b>ANNEXES</b>	
Demandes d'interpellations	53
Projets de loi, propositions et rapports de commission	55
Assemblées parlementaires internationales	57

<b>ADDENDA</b>	59
Agenda des séances plénières et des réunions de commissions	61



SEMAINE DU 26 JANVIER AU 30 JANVIER 2009



## ORGANES DE LA CHAMBRE

### PRÉSIDENCE

**LUNDI 19 JANVIER 2009**

#### **RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN**

Le lundi 19 janvier 2009, le président de la Chambre, M. Patrick Dewael, a reçu en audience M. Mehdi Safari, vice-ministre des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran. Parmi les membres de la délégation figurait notamment M. Ali Asghar Khaji, ambassadeur de la République iranienne à Bruxelles.

Les sujets suivants ont été abordés au cours de l'audience :

- M. Safari invite le président de la Chambre à rendre visite à son pays. Il considère que les relations bilatérales entre les deux pays sont bonnes mais qu'elles pourraient néanmoins être améliorées ;
- M. Safari plaide pour la création au sein du Parlement belge d'un groupe d'amitié avec le Parlement iranien ;
- En réponse à une question du président M. Safari précise que la situation économique dans son pays est très bonne. Des secteurs tels que l'industrie automobile et l'IT affichent d'excellents résultats. Il attire l'attention du président sur le fait que le centre de gravité des exportations iraniennes se déplace de l'Union européenne vers l'Asie. Les universités iraniennes ne ménagent pas leurs efforts pour faire face à l'afflux sans cesse croissant d'étudiants ;
- La situation politique dans la région en général et à Gaza en particulier ;
- M. Safari a, pour terminer, contesté une décision du tribunal de première instance de l'UE qui a estimé que l'organisation des moudjahidin du peuple iranien ne devait pas figurer sur la liste des organisations terroristes de l'UE ainsi que contre une résolution de la Chambre sur le sujet.





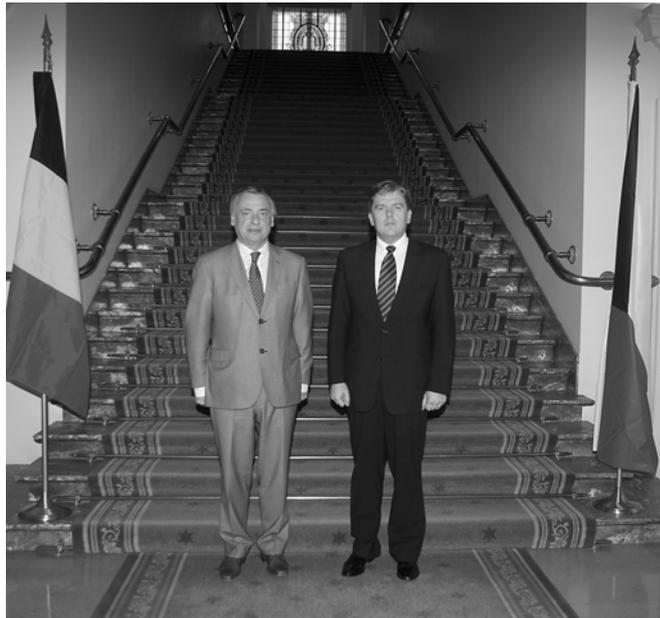
MARDI 20 JANVIER 2009

## RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Le mardi 20 janvier 2009, le président de la Chambre des Représentants de la République tchèque, Son Excellence Monsieur Miloslav Vlček a été reçu par le président de la Chambre des Représentants, Monsieur Patrick Dewael.

L'entretien a essentiellement porté sur les points suivants :

- Les relations bilatérales.
- La présidence tchèque de l'Union européenne. La République tchèque a pris la tête de l'Union européenne le 1<sup>er</sup> janvier 2009. Elle se trouve dans une situation délicate étant donné que le Traité de Lisbonne n'a pas encore été ratifié par le Parlement tchèque.
- Les priorités et le programme de travail de la présidence tchèque : *l'économie, l'énergie, l'Europe et le monde. Devise : « une Europe sans barrières ».*
- La politique de sécurité énergétique en Europe.
- La crise économique et financière.
- Le conflit israélo-palestinien dans la bande de Gaza.





## COMMISSIONS

### Commission d'enquête "Fraude fiscale"

COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE CHARGÉE D'EXAMINER LES GRANDS DOSSIERS DE FRAUDE FISCALE

*Président : M. François-Xavier de Donnea*

#### ➤ **VENDREDI 23 JANVIER 2009**

1. Audition de M. Bruno Bulthé, procureur du Roi à Bruxelles, ancien juge d'instruction, sur le dossier "Beaulieu".

- Des questions ont été posées par MM. François-Xavier de Donnea, Robert Van de Velde et Stefaan Van Hecke.

2. Audition sur la possibilité d'une transaction dans la phase administrative des dossiers fiscaux de :

- M. Jean-Marc Delporte, administrateur général des impôts et du recouvrement;  
- M. Frank Philipsen, administrateur "lutte contre la fraude".

- Des questions ont été posées par MM. François-Xavier de Donnea, Jenne De Potter, Jean-Marc Nollet, Dirk Van der Maelen et Stefaan Van Hecke.

#### ➤ **LUNDI 26 JANVIER 2009**

1. Audition de M. Yves Keppens, procureur du Roi à Furnes, ancien substitut du procureur du Roi à Bruxelles dans le dossier "Beaulieu".

- Des questions ont été posées par Mme Carina Van Cauter et MM. François-Xavier de Donnea, Hagen Goyvaerts, Dirk Van der Maelen, Robert Van de Velde et Stefaan Van Hecke.

2. Audition de M. Glenn Audenaert, commissaire en chef - directeur judiciaire de la police fédérale sur le dossier "Beaulieu".

- Des questions ont été posées par Mme Carina Van Cauter et MM. François-Xavier de Donnea, Dirk Van der Maelen et Stefaan Van Hecke.

3. Audition de M. John Strouwen, commissaire judiciaire de la police fédérale - service de contrôle "lutte contre la corruption" sur le dossier "Beaulieu".

- Des questions ont été posées par MM. François-Xavier de Donnea, Hagen Goyvaerts et Stefaan Van Hecke.

Prochaine réunion : mardi 17 février 2009.



## Naturalisations

---

COMMISSION DES NATURALISATIONS

*Président : M. David Lavaux*

➤ **LUNDI 26, MARDI 27, MERCREDI 28, JEUDI 29 ET VENDREDI 30 JANVIER 2009**

Examen individuel des demandes de naturalisation.

## Commission d'enquête "séparation des pouvoirs"

---

COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE CHARGÉE D'EXAMINER SI LE RESPECT DE LA CONSTITUTION, EN PARTICULIER LE PRINCIPE DE LA SÉPARATION DES POUVOIRS, ET DES LOIS A ÉTÉ OBSERVÉ DANS LE CADRE DES PROCÉDURES JUDICIAIRES ENTAMÉES À L'ENCONTRE DE LA S.A. FORTIS

*Président : M. Bart Tommelein*

➤ **LUNDI 26 JANVIER 2009**

Echange de vues avec les experts.  
(Rapporteurs : MM. Renaat Landuyt et Pierre-Yves Jeholet et Mme Karine Lalieux).

Prochaine réunion : lundi 16 février 2009.

## Infrastructure

---

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

*Président : M. François Bellot*

➤ **LUNDI 26 JANVIER 2009**

1. Questions et interpellation jointes :

- Question de Mme Karine Lalieux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la transposition de la directive sur la libéralisation du marché postal" (n° 9541).
- Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la libéralisation du secteur postal" (n° 9625).
- Interpellation de M. Georges Gilkinet au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la transposition en droit belge de la Directive sur la libéralisation du marché postal" (n° 256).
- Question de M. Georges Gilkinet au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la transposition en droit belge de la directive sur la libéralisation du marché postal" (n° 9732).
- Question de M. Roel Deseyn au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la subvention accordée par l'État à La Poste pour ses missions de service public" (n° 9868).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.
- Une motion de recommandation a été déposée par M. Georges Gilkinet.
- Une motion pure et simple a été déposée par M. Jean-Luc Crucke et Mme Ine Somers.



2. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'octroi de six nouvelles licences WiMax" (n° 9633).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

3. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'amélioration de l'accès à internet et à la téléphonie mobile" (n° 9755).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

4. Question de Mme Marie-Martine Schyns au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'arrivée de l'opérateur virtuel de téléphonie mobile Blyk sur le marché belge" (n° 9784).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

5. Question de M. Roel Deseyn au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les tarifs sociaux en matière de télécommunications" (n° 9786).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

6. Question de M. Roel Deseyn au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'IBPT" (n° 9788).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

7. Question de M. Roel Deseyn au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le blocage de sites internet" (n° 10413).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

8. Question de M. Ben Weyts au ministre de l'Intérieur sur "l'enregistrement des personnes qui téléphonent à l'aide d'une carte prépayée" (n° 10060).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

9. Question de M. Dirk Vijnck au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les mesures visant à augmenter le nombre de Belges qui se connectent à l'internet" (n° 10243).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Prochaine réunion : lundi 2 février 2009.



## Economie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

*Président : M. Bart Laeremans*

### ➤ **MARDI 27 JANVIER 2009**

1. Projet de loi modifiant, en ce qui concerne les contrats d'assurance maladie, la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre et la loi du 20 juillet 2007 modifiant, en ce qui concerne les contrats privés d'assurance maladie, la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, n° 1662/1. (Rapporteur : Mme Katrin Jadin).

- Auditions.

- Des questions ont été posées par MM. Peter Logghe et Philippe Henry et Mmes Freya Van den Bossche, Katrien Partyka et Karine Lalieux.

2. Ordre des travaux.

3. Question de Mme Freya Van den Bossche au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les droits des consommateurs" (n° 9935).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de Mme Katrien Partyka au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le recrutement du médiateur de l'énergie" (n° 10046).

- Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le médiateur de l'énergie" (n° 10407).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

5. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la crise financière et l'énergie durable" (n° 10070).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

6. Interpellation et questions jointes :

- Interpellation de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la hausse des tarifs de distribution" (n° 260).

- Question de M. Bruno Tobback au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la lettre de la Commission européenne relative aux tarifs pour le transit de gaz naturel" (n° 10079).

- Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre du Climat et de l'Énergie sur "un cadre stable pour les tarifs de distribution" (n° 10085).

- Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le cadre légal relatif aux tarifs de distribution pour le gaz et l'électricité et la discussion sur la hausse de ces tarifs" (n° 10093).

- Question de Mme Katrien Partyka au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la validité des arrêtés royaux par rapport à la directive 2003/55/CE" (n° 10103).

- Question de M. Bruno Tobback au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les tarifs de réseau introduits auprès de la CREG" (n° 10109).



- Question de M. Peter Vanvelthoven au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le rejet des propositions de prix des entreprises de réseau par la CREG" (n° 10116).
- Question de M. Philippe Henry au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les tarifs de distribution" (n° 10124).
- Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la CREG et les tarifs du réseau de distribution" (n° 10232).
- Question de Mme Karine Lalieux au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les informations diffusées par la presse concernant la transaction entre la CREG et certains GRD" (n° 10434).
- Question de M. Christian Brotcorne au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les relations entre la CREG et les gestionnaires de réseau de distribution" (n° 10507).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.
- Une motion de recommandation a été déposée par Mme Tinne Van der Straeten et consorts.
- Une motion pure et simple a été déposée par Mme Karine Lalieux et consorts.

#### 7. Questions jointes :

- Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le consensus au sein de la CREG concernant les 'windfall profits'" (n° 10381).
- Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'avis de la CREG au sujet des 'windfall profits'" (n° 10399).
- Question de Mme Katrien Partyka au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les droits d'émission de CO2 et le prix de l'électricité" (n° 10409).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

#### 8. Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les rapports rédigés par la CREG au sujet des tarifs de distribution de l'année d'exploitation écoulée" (n° 10453).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

#### 9. Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la présence des communes dans Distrigaz" (n° 10462).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

#### 10. Question de M. Philippe Henry au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la mention des émissions dans les publicités pour les voitures" (n° 10476).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

#### 11. Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les résultats provisoires de sa politique" (n° 10485).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

#### 12. Question de Mme Karine Lalieux au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'augmentation du prix du gaz par Electrabel" (n° 10502).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Prochaine réunion : mardi 3 février 2009.



## Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

*Présidente : Mme Mia De Schamphelaere*

➤ **MARDI 27 JANVIER 2009**

1. Ordre des travaux.

2. Projets de loi et propositions de loi joints :

- Projet de loi modifiant les articles 587, 589 et 628 du Code judiciaire en vue de l'introduction de l'injonction de payer dans le Code judiciaire, n° 1285/1 et 2.

Amendement de Mme Van Cauter.

- Projet de loi introduisant l'injonction de payer dans le Code judiciaire, n° 1287/1 à 3.

Amendements de Mme Van Cauter et consorts, Mme Nyssens, M. Giet et consorts, M. Terwingen et M. Landuyt.

- Proposition de loi (Pierre-Yves Jeholet, Jean-Luc Crucke, Carine Lecomte, Olivier Hamal, David Clarinval, Corinne De Permentier) modifiant le Code judiciaire afin d'intégrer la notion d'inversion du contentieux dans une nouvelle procédure sommaire d'injonction de payer, n° 790/1.

- Proposition de loi (Raf Terwingen, Els De Rammelaere, Mia De Schamphelaere, Sarah Smeyers) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne le recouvrement de petites sommes d'argent, n° 1243/1.

(Continuation). (Rapporteur : Mme Carina Van Cauter).

- La discussion générale a été clôturée.

- Un amendement (à la proposition 1287) a été déposé par Mme Van Cauter et consorts.

3. Projets de loi et propositions de loi joints :

- Projet de loi relatif à la circonstance aggravante pour les auteurs de certaines infractions commises envers certaines personnes à caractère public, n° 1696/1.

- Proposition de loi (François-Xavier de Donnea, Daniel Bacquelaine) visant à réprimer plus sévèrement les assassinats et les meurtres commis à l'encontre des fonctionnaires de police, n° 578/1.

- Proposition de loi (Michel Doomst) instaurant dans le Code pénal une circonstance aggravante pour certaines infractions commises envers certaines personnes à caractère public, n° 1661/1.

- Rapporteur : Mme Sabien Lahaye-Battheu.

- Exposés introductifs du représentant du ministre de la Justice et de M. Michel Doomst.

4. Proposition de loi (Xavier Baeselen, Daniel Bacquelaine, Jean-Luc Crucke, Pierre-Yves Jeholet, Marie-Christine Marghem) modifiant l'article 119 du Code judiciaire visant à garantir qu'un mineur ayant fait l'objet d'une décision de dessaisissement soit jugé par une juridiction comprenant des magistrats ayant suivi une formation spécialisée, n°s 1149/1 et 2.

Amendements de M. Baeselen.

(Continuation). (Rapporteur : Mme Carina Van Cauter).

- La discussion a eu lieu.

- Les amendements n°s 1 et 2 ont été adoptés.

- A l'unanimité, la commission a décidé de déroger à l'article 82.1 du Règlement et a procédé au vote.

- L'ensemble de la proposition de loi, telle qu'amendée, a été adopté par 10 voix et 1 abstention.



5. Question de M. Robert Van de Velde au ministre de la Justice sur “les contrôles effectués par la Commission des jeux de hasard” (n° 10267).

- Le secrétaire d'Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier ministre, et secrétaire d'Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

6. Question de M. Robert Van de Velde au ministre de la Justice sur “les joueurs compulsifs interdits d'entrée aux casinos” (n° 10284).

- Le secrétaire d'Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier ministre, et secrétaire d'Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “le nombre de peines de travail prononcées et les différences régionales en matière d'exécution des peines” (n° 9544).

- Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “l'arriéré dans l'exécution des peines de travail” (n° 9882).

- Le secrétaire d'Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier ministre, et secrétaire d'Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

8. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “le meeting du MHP, parti politique turc, à Genk le 28 décembre dernier” (n° 9700).

- Le secrétaire d'Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier ministre, et secrétaire d'Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur “les chiens renifleurs dans les prisons” (n° 9560).

- Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur “la présence de drogues dans les prisons” (n° 9727).

- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “un incident impliquant un toxicomane à la prison de Hasselt” (n° 9824).

- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “un important trafiquant de drogue à la prison de Hasselt” (n° 10478).

- Le secrétaire d'Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier ministre, et secrétaire d'Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

10. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “la plainte pour un éventuel antitadage et faux en écriture concernant deux arrêtés ministériels” (n° 9833).

- Le ministre de la Justice a répondu.

11. Question de Mme Valérie Déom au ministre de la Justice sur “la pratique des fouilles corporelles au centre fermé pour mineurs d'Everberg” (n° 9909).

- Le secrétaire d'Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.



12. Question de M. Ben Weyts au ministre de la Justice sur “les sectes en Belgique” (n° 9997).

- Le secrétaire d’Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d’Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

13. Question de Mme Josée Lejeune au ministre de la Justice sur “les mesures judiciaires alternatives pour les toxicomanes” (n° 10002).

- Le secrétaire d’Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d’Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

14. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de la Justice sur “un coup de poignard mortel sur la Grand-Place de Tournai” (n° 10034).

- Le secrétaire d’Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d’Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

15. Question de M. Christian Brotcorne au ministre de la Justice sur “l’emprisonnement d’un handicapé mental” (n° 10052).

- Le secrétaire d’Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d’Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

16. Question de M. Ben Weyts au ministre de la Justice sur “le fonctionnement de l’Exécutif des Musulmans de Belgique” (n° 10059).

- Le secrétaire d’Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d’Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

17. Question de M. Robert Van de Velde au ministre de la Justice sur “l’obligation d’enregistrement des baux à loyer” (n° 10121).

- Le secrétaire d’Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d’Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

18. Questions jointes :

- Question de M. Michel Doomst au ministre de la Justice sur “la création d’un bureau de recouvrement judiciaire” (n° 10129).

- Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “la création d’un bureau de recouvrement judiciaire” (n° 10249).

- Le secrétaire d’Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d’Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

19. Question de M. Michel Doomst au ministre de la Justice sur “la manifestation à Bruxelles contre l’offensive israélienne” (n° 10130).

- Le secrétaire d’Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d’Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.



20. Question de M. Christian Brotcorne au ministre de la Justice sur “les conditions de détention à la prison de Tournai” (n° 10152).

- Le secrétaire d’Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d’Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

21. Question de M. Olivier Destrebecq au ministre de la Justice sur “l’aide juridique” (n° 10157).

- Le secrétaire d’Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d’Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

22. Question de M. David Clarinval au ministre de la Justice sur “l’exécution de l’arrêté relatif au remboursement aux employeurs des frais exposés dans le cadre de l’exécution d’une peine de travail d’intérêt général” (n° 10177).

- Le secrétaire d’Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d’Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

23. Question de M. Jean-Marc Nollet au ministre de la Justice sur “la nomination contestée d’un huissier” (n° 10197).

- Le secrétaire d’Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d’Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

24. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l’Énergie sur “le respect de la vie privée par les banques” (n° 10198).

- Le secrétaire d’Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d’Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

25. Question de M. Robert Van de Velde au ministre de la Justice sur “le recours à des indicateurs par les services de police” (n° 10210).

- Le secrétaire d’Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d’Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

26. Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur “l’affaire Trabelsi” (n° 10227).

- Le secrétaire d’Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d’Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

27. Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur “l’extradition dans l’affaire Van Holsbeeck” (n° 10228).

- Le secrétaire d’Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d’Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

28. Questions jointes :

- Question de M. Bruno Tobbacq au ministre de la Justice sur “le refus d’indemniser la famille de Mme Oulematou Niangadou” (n° 10257).

- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “le refus d’indemniser la famille de Mme Oulematou Niangadou” (n° 10266).



- Question de Mme Clotilde Nyssens au ministre de la Justice sur "l'absence d'indemnisation pour les victimes dépourvues d'un droit de séjour" (n° 10270).
- Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de la Justice sur "le dossier Oulematou Niangadou" (n° 10279).
- Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur "l'aide aux victimes" (n° 10289).
- Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur "l'affaire Oulematou Niangadou" (n° 10294).
- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur "la Commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence" (n° 10322).

- Le secrétaire d'Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

29. Question de Mme Jacqueline Galant au ministre de la Justice sur "l'incendie des Mésanges à Mons" (n° 10278).

- Le secrétaire d'Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

30. Interpellations jointes :

- Interpellation de Mme Sarah Smeyers au ministre de la Justice sur "le traitement des dossiers de naturalisation par le parquet" (n° 266).
- Interpellation de M. Jan Mortelmans au ministre de la Justice sur "la loi instaurant une procédure accélérée de naturalisation en général et le traitement des dossiers de naturalisation par les parquets en particulier" (n° 267).

- Le secrétaire d'Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

- Une première motion de recommandation a été déposée par MM. Jan Mortelmans et Bert Schoofs.

- Une deuxième motion de recommandation a été déposée par Mme Sarah Smeyers.

- Une motion pure et simple a été déposée par M. Raf Terwingen et Mme Carina Van Cauter.

31. Question de Mme Sarah Smeyers au ministre de la Justice sur "le titre exécutoire européen" (n° 10313).

- Le secrétaire d'Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

32. Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "la perception des créances transfrontalières non-contestées" (n° 10495).

- Le secrétaire d'Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

33. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de la Justice sur "l'extradition d'un inculpé dans l'affaire HADRI" (n° 10332).

- Le secrétaire d'Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.



34. Question de Mme Clotilde Nyssens au ministre de la Justice sur “la répétabilité des frais et honoraires d’avocats” (n° 10333).

- Le secrétaire d’Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d’Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

35. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de la Justice sur “la fermeture de la discothèque ‘La Bush’” (n° 10400).

- Le secrétaire d’Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d’Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

36. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “la création d’entreprises par des détenus au sein des établissements pénitentiaires” (n° 10479).

- Le secrétaire d’Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d’Etat, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

➤ **MERCREDI 28 JANVIER 2009**

1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Clotilde Nyssens, Olivier Hamal, Carina Van Cauter, Thierry Giet, Zoé Genot, Pierre-Yves Jeholet, Marie-Christine Marghem, Sarah Smeyers, Raf Terwingen, Xavier Baeselen) visant à moderniser et assurer une meilleure transparence dans le fonctionnement des copropriétés, n° 1334/1 à 3.

- Proposition de loi (Clotilde Nyssens, Christian Brotcorne, Brigitte Wiaux) modifiant la loi hypothécaire du 16 décembre 1851, en vue de créer un privilège en faveur des associations de copropriétaires, n° 110/1 et 2.

- Proposition de loi (Clotilde Nyssens, Christian Brotcorne, Brigitte Wiaux) modifiant la loi hypothécaire du 16 décembre 1851, en vue de créer un privilège en faveur des associations de copropriétaires, n° 110/1 et 2.

- Proposition de loi (Clotilde Nyssens, Christian Brotcorne, Brigitte Wiaux) modifiant certaines dispositions du Code civil relatives à la copropriété, n° 123/1 et 2.

- Proposition de loi (François-Xavier de Donnea, Marie-Christine Marghem, Olivier Hamal) modifiant les articles 577-8 et 577-11 du Code civil, en ce qui concerne les missions du syndic, n° 241/1.

- Proposition de loi (Sarah Smeyers, Els De Rammelaere) modifiant le Code civil en ce qui concerne la copropriété, n° 346/1.

- Proposition de loi (Olivier Hamal, Marie-Christine Marghem, Pierre-Yves Jeholet, Xavier Baeselen) modifiant la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 en vue de créer un privilège en faveur des associations de copropriétaires, n° 636/1 et 2.

- Proposition de loi (Olivier Hamal, Marie-Christine Marghem, Pierre-Yves Jeholet, Xavier Baeselen) visant à moderniser et à assurer une meilleure transparence dans le fonctionnement des copropriétés, n° 684/1 et 2.

- Proposition de loi (Olivier Hamal, Marie-Christine Marghem, Pierre-Yves Jeholet, Bernard Clerfayt, Xavier Baeselen) modifiant le Code judiciaire en vue d’opter pour l’introduction de l’instance par voie de requête contradictoire en matière de copropriété, n°s 717/1 et 2.

- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Bart Tommelein, Carina Van Cauter) modifiant la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 en ce qui concerne l’octroi d’un privilège à l’association des copropriétaires, n° 1040/1.

(Rapporteurs : M. Renaat Landuyt et Mme Valérie Déom).



Audition de :

- M. Roland Timmermans, avocat;
- M. Frédéric Georges, professeur, Ulg;
- M. V. Sagaert, professeur KUL;
- M. Olivier Jauniaux, assistant UCL;
- M. Dirk Meulemans, professeur à la VUB;
- M. Marc André, président, et M. Roger Tafotie, Mme Veerle Puttemans, M. Pascal Tefengang, service juridique (asbl CNIC).

2. Débat sur le “masterplan” pour les prisons.

Questions et interpellations jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “la surpopulation carcérale” (n° 9529).
  - Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “la surpopulation carcérale à la maison d’arrêt de Forest” (n° 9530).
  - Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “des jeunes délinquants relâchés par manque de place à Everberg” (n° 9553).
  - Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Justice sur “la libération de jeunes délinquants par manque de place à Everberg” (n° 9599).
  - Question de M. Georges Gilkinet au ministre de la Justice sur “la construction de nouvelles prisons par l’État belge” (n° 9563).
  - Interpellation de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “la mise en oeuvre du “Masterplan 2008-2012” pour une infrastructure pénitentiaire avec des conditions de détention humaines” (n° 257).
  - Question de M. Georges Dallemagne au ministre de la Justice sur “la vétusté des bâtiments de la prison de Forest” (n° 10029).
  - Question de M. Maxime Prévot au ministre de la Justice sur “la construction de nouvelles prisons” (n° 10049).
  - Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “l’état d’avancement du Masterplan pour les prisons” (n° 10234).
  - Interpellation de M. Fouad Lahssaini au ministre de la Justice sur “la mise en application du plan de détention” (n° 265).
  - Question de Mme Kattrin Jadin au ministre de la Justice sur “la demande d’une prison à Eupen” (n° 10436).
  - Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur “la nouvelle prison de Termonde” (n° 10458).
  - Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Justice sur “la proposition de créer un nouvel arrondissement judiciaire de Saint-Nicolas, qui aurait sa propre prison” (n° 10483).
  - Question de M. Fouad Lahssaini au ministre de la Justice sur “la panne de chauffage à la prison de Forest” (n° 10496).
  - Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “les problèmes de personnel à la Régie des Bâtiments” (n° 10519).
  - Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “la mise au travail de détenus en milieu carcéral” (n° 10575).
- Le ministre de la Justice a répondu.  
- Aucune motion n'a été déposée.

Prochaine réunion : mardi 3 février 2009.



## Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

*Présidente : Mme Muriel Gerkens*

### ➤ **MARDI 27 JANVIER 2009**

1. Auditions sur le plan alcool de :

- M. Jean-Jacques Delhaye (Fédération belge des vins et spiritueux) ;
- M. Theo Vervloet (Fédération des brasseurs belges);
- M. Raymond Gueibe (Clinique Saint-Pierre, Ottignies) ;
- Mme Marijs Geirnaert (VAD);
- Mme Pascale Anceaux (Infor-drogues);
- M. Ludovic Henrard (Fedito).

- Des questions ont été posées par les membres.

2. Présentation du Plan alcool.

- Projet de loi modifiant l'arrêté royal du 13 septembre 1999 relatif à l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées, afin d'attirer l'attention sur les risques liés à la consommation d'alcool pendant la grossesse - Transmis par le Sénat, n° 1206/1.

- Proposition de loi (Jef Van den Bergh, Roel Deseyn, Carl Devlies, Servais Verherstraeten) modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé en ce qui concerne l'installation d'alcolocks dans les véhicules destinés au transport professionnel, n° 674/1.

(Continuation).

- Exposé de la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique.

3. Contrôle de subsidiarité sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux normes de qualité et de sécurité des organes humains destinés à la transplantation (Document COM (2008) 818).

(Continuation, vote). (Rapporteur : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers).

- Le rapport a été approuvé à l'unanimité.

Prochaine réunion : lundi 2 février 2009.

## Questions européennes et Relations extérieures

RÉUNION COMMUNE DU COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES ET DE LA COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

*Présidents : M. Herman De Croo et Mmes Anne Delvaux (S) et Hilde Vautmans*

### ➤ **MARDI 27 JANVIER 2009**

Préparation de la présidence belge de l'Union européenne en 2010 - État d'avancement

- Exposé de M. Olivier Chastel, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, chargé de la préparation de la Présidence européenne, adjoint au Ministre des Affaires étrangères.



- Echange de vues.

- Sont intervenus : M. François Roelants du Vivier (S), Mme Camille Dieu, M. Roel Deseyn, Mmes Juliette Boulet et Brigitte Wiaux et M. Herman De Croo.

Prochaine réunion : mardi 3 février 2009.

## Affaires sociales

---

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

*Président : M. Yvan Mayeur*

### ➤ **MARDI 27 JANVIER 2009**

1. Question de M. Jean-Luc Crucke au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice sur "la lutte contre la fraude aux allocations" (n° 9689).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

2. Question de Mme Katia della Faille de Leverghem au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice sur "le contrôle sur les produits de contrefaçon" (n° 10446).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'évolution du système des titres-services" (n° 9747).

- Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "les données contradictoires relatives aux travailleurs titres-services et les conséquences qui en découlent" (n° 9749).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

4. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la prime à l'emploi des plus de 50 ans" (n° 9835).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'emploi des plus de cinquante ans en Flandre" (n° 10214).

- Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la demande du ministre flamand de l'Emploi, M. Frank Vandenbroucke, de régionaliser les réductions des charges pour groupes cibles concernant les plus de 50 ans" (n° 10245).



- Question de M. Guy D'haeseleer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la réforme de la politique des groupes cibles, notamment à l'égard des plus de 50 ans" (n° 10251).
- Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'emploi des plus de 50 ans" (n° 10258).
- Question de M. Guy D'haeseleer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la suppression des barèmes d'âge dans les CCT" (n° 10321).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

#### 6. Questions jointes :

- Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "les jobs étudiants" (n° 10037).
- Question de M. Hans Bonte à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la réforme de la réglementation relative aux jobs étudiants" (n° 10087).
- Question de M. Guy D'haeseleer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la réforme du travail étudiant" (n° 10252).
- Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la réforme de la réglementation relative au travail des étudiants" (n° 10488).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

7. Question de Mme Katrin Jadin à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'étude réalisée par la Confédération Nationale des Cadres (CNC) sur le burn out" (n° 10062).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

#### 8. Questions jointes :

- Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la campagne sms de son cabinet pour l'accueil des enfants de Gaza" (n° 10098).
- Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'accueil d'enfants blessés de Gaza" (n° 10101).
- Question de M. Denis Ducarme à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'accueil d'enfants palestiniens au sein de familles belges" (n° 10127).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

#### 9. Questions jointes :

- Question de M. Jean-Luc Crucke à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la proposition de la FEB d'étendre le chômage technique aux employés" (n° 10140).
- Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'extension du système du chômage temporaire aux employés" (n° 10215).
- Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'élargissement du chômage temporaire aux employés" (n° 10241).
- Question de M. Guy D'haeseleer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'instauration du chômage temporaire des employés pour manque de travail" (n° 10250).



- Question de Mme Camille Dieu à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la proposition de la FEB d'étendre le chômage temporaire aux employés" (n° 10320).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

10. Question de M. Pierre-Yves Jeholet à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la possible fusion entre ADEHIS et le CEVI" (n° 10168).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

11. Question de M. Jean-Luc Crucke à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la rencontre avec les responsables du Fonds Monétaire International" (n° 10357).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

12. Question de Mme Valérie Déom à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la campagne 'vêtements propres'" (n° 10359).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

13. Question de Mme Sonja Becq à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'exclusion de chômeurs de moins de 50 ans du système ALE" (n° 10368).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

14. Question de M. Jo Vandeurzen à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "le champ d'application de l'accord interprofessionnel et du plan de relance" (n° 10372).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

15. Question de M. Willem-Frederik Schiltz à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "le travail intérimaire dans le secteur de la navigation intérieure" (n° 10408).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

16. Question de Mme Camille Dieu à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "le cumul du jour de carence chez les ouvriers ayant plusieurs employeurs" (n° 10431).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

17. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'augmentation du prix des chèques ALE" (n° 10441).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

Prochaine réunion : mardi 3 février 2009.



## Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

*Président : M. André Frédéric*

### ➤ **MARDI 27 JANVIER 2009**

1. Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de l'Intérieur sur "l'Agence 112" (n° 9614).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

2. Questions jointes :

- Question de Mme Leen Dierick au ministre de l'Intérieur sur "les contrôles d'alcoolémie en période de fin d'année" (n° 9641).

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de l'Intérieur sur "les contrôles alcool ayant lieu durant la période des fêtes de fin d'année" (n° 10503).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

3. Questions jointes

- Question de M. Stefaan Vercamer au ministre de l'Intérieur sur "les conséquences de la réforme des services d'incendie pour les pompiers volontaires" (n° 9875).

- Question de M. Maxime Prévot au ministre de l'Intérieur sur "le manque d'attractivité de la fonction de pompier volontaire" (n° 10134).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

4. Interpellations et questions jointes :

- Interpellation de M. Ben Weyts au ministre de l'Intérieur sur "l'organisation des élections flamandes et européennes et le point de vue du gouvernement flamand en ce qui concerne l'absence d'intervention contre les bourgmestres qui les boycottent" (n° 258).

- Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "l'organisation des élections européennes" (n° 10102).

- Question de M. Olivier Maingain au ministre de l'Intérieur sur "l'organisation des élections européennes dans les communes de Hal-Vilvorde" (n° 10143).

- Interpellation de M. Bart Laeremans au ministre de l'Intérieur sur "l'organisation des élections européennes et des élections régionales" (n° 270).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

- Une première motion de recommandation a été déposée par M. Bart Laeremans et Mme Linda Vissers.

- Une deuxième motion de recommandation a été déposée par M. Ben Weyts.

- Une motion pure et simple a été déposée par Mme Jacqueline Galant, MM. Josy Arens et Xavier Baeselen, Mme Sofie Staelraeve et M. André Frédéric.

5. Question de Mme Jacqueline Galant au ministre de l'Intérieur sur "le réveillon au PASS" (n° 10066).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.



6. Question de M. Maxime Prévot au ministre de l'Intérieur sur "le système ASTRID" (n° 10073).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

7. Question de Mme Jacqueline Galant au ministre de l'Intérieur sur "les normes en matière d'incendie dans les crèches" (n° 10081).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

8. Question de Mme Jacqueline Galant au ministre de l'Intérieur sur "les systèmes de télésurveillance" (n° 10082).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

9. Question de M. Pierre-Yves Jeholet au ministre de l'Intérieur sur "l'organisation des zones de secours" (n° 10083).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

10. Questions jointes :

- Question de M. Georges Gilkinet au ministre de l'Intérieur sur "le projet de construction d'une centrale nucléaire de type EPR à Chooz" (n° 10088).

- Question de M. Georges Gilkinet au premier ministre sur "le projet de construction d'une centrale nucléaire de type EPR à Chooz" (n° 10237).

- Question de Mme Valérie Déom au ministre de l'Intérieur sur "l'annonce d'une nouvelle centrale de type EPR à Chooz" (n° 10385).

- Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "le projet de construction d'une centrale nucléaire de type EPR à Chooz" (n° 10391).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

11. Question de Mme Yolande Avontroodt au ministre de l'Intérieur sur "les DAE dans les voitures de police" (n° 10091).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

12. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au ministre de l'Intérieur sur "les problèmes de couverture du réseau Astrid à Braine-le-Comte" (n° 10106).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

13. Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de l'Intérieur sur "la radioactivité de l'eau de boisson" (n° 10118).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

14. Question de Mme Lieve Van Daele au ministre de l'Intérieur sur "l'attestation de composition de ménage" (n° 10119).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.



15. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "les actions menées par les Pays-Bas dans le cadre de la lutte contre la drogue" (n° 10131).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

16. Question de M. Raf Terwingen au ministre de l'Intérieur sur "la prévention et la lutte contre la supposition d'enfants" (n° 10146).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

17. Questions jointes :

- Question de Mme Josée Lejeune au ministre de l'Intérieur sur "l'évolution de 'police-on-web'" (n° 10167).

- Question de M. Christian Brotcorne au ministre de l'Intérieur sur "le portail internet 'police-on-web'" (n° 10170).

- Question de M. Peter Logghe au ministre de l'Intérieur sur "la déclaration électronique de délits par la voie de 'Police-on-Web'" (n° 10233).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

18. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "le budget insuffisant de la brigade du métro de la police fédérale" (n° 10206).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

19. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "l'évaluation de la circulaire MFO-2" (n° 10207).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

20. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au ministre de l'Intérieur sur "les problèmes de dotation budgétaire des zones de police pour 2009" (n° 10433).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

21. Questions jointes :

- Question de M. Denis Ducarme au ministre de l'Intérieur sur "l'approvisionnement durable en eau en province du Hainaut" (n° 10275).

- Question de M. Denis Ducarme au ministre de l'Intérieur sur "les conséquences des ruptures d'approvisionnement en eau potable" (n° 10295).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

22. Question de Mme Jacqueline Galant au ministre de l'Intérieur sur "le futur centre de formation aux métiers de la sécurité à Lens" (n° 10277).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.



23. Interpellation de M. Filip De Man au ministre de l'Intérieur sur "ma dotation de la police fédérale" (n° 264).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.
- Une motion de recommandation a été déposée par M. Filip De Man, Mme Linda Vissers et M. Bruno Stevenheydens.
- Une motion pure et simple a été déposée par MM. Denis Ducarme et André Frédéric.

24. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de l'Intérieur sur "la recrudescence de la délinquance transfrontalière à Comines-Mouscron" (n° 10305).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

25. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de l'Intérieur sur "la police belge et l'excision" (n° 10306).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

26. Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de l'Intérieur sur "la distribution de tablettes d'iode" (n° 10309).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

27. Questions jointes :

- Question de Mme Véronique Salvi au ministre de l'Intérieur sur "la rémunération des missions de la police fédérale à l'étranger" (n° 10329).
- Question de Mme Véronique Salvi au ministre de l'Intérieur sur "la rémunération des missions de la police fédérale à l'étranger" (n° 10331).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

28. Question de Mme Véronique Salvi au ministre de l'Intérieur sur "la prise en charge des appels urgents de la région de Charleroi" (n° 10330).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

29. Questions jointes :

- Question de M. Fouad Lahssaini au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et au ministre de l'Intérieur sur "le droit de vote des belges à l'étranger lors des élections européennes de juin 2009" (n° 10416).
- Question de Mme Véronique Salvi au ministre de l'Intérieur sur "l'organisation du scrutin pour les Belges à l'étranger lors des prochaines élections du Parlement européen" (n° 10451).
- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de l'Intérieur sur "l'organisation du scrutin européen de 2009 pour les Belges résident à l'étranger" (n° 10505).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

30. Question de Mme Linda Vissers au ministre de l'Intérieur sur "le financement des services d'incendie" (n° 10396).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.



31. Question de Mme Linda Vissers au ministre de l'Intérieur sur "l'application de la loi sur le temps de travail auprès des services d'incendie" (n° 10398).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

32. Questions jointes :

- Question de M. Eric Thiébaud au ministre de l'Intérieur sur "des patrouilles de police mixtes dans les zones de police transfrontalières" (n° 10418).

- Question de M. David Lavaux au ministre de l'Intérieur sur "des patrouilles de police communes et la coopération internationale en matière de lutte contre la criminalité transfrontalière" (n° 10419).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

33. Question de M. Ludwig Vandenhove au ministre de l'Intérieur sur "le moniteur de sécurité" (n° 10425).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

34. Question de M. Ludwig Vandenhove au ministre de l'Intérieur sur "le site internet de la police" (n° 10426).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

35. Question de M. Ludwig Vandenhove au ministre de l'Intérieur sur "le brouillage des émetteurs radio à l'approche des services de secours" (n° 10427).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

36. Question de M. Ludwig Vandenhove au ministre de l'Intérieur sur "la formation à l'accoutumance au feu et à la chaleur/flash-over" (n° 10428).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

37. Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de l'Intérieur sur "les trois auteurs d'un carjacking libérés à la suite d'une erreur de procédure" (n° 10440).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

38. Question de M. Bart Laeremans au ministre de l'Intérieur sur "l'affaire Trabelsi" (n° 10470).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

39. Question de Mme Zoé Genot au ministre de l'Intérieur sur "le filtrage policier au faciès" (n° 10498).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 4 février 2009.



## Relations extérieures

---

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

*Présidente : Mme Hilde Vautmans*

➤ **MARDI 27 JANVIER 2009**

Projet de loi portant assentiment aux Actes internationaux suivants :

- Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accèsion de la République d'Albanie;
  - Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accèsion de la République de Croatie;
- signés à Bruxelles le 9 juillet 2008 – Transmis par le Sénat, n° 1753/1.

- Rapporteur : M. Herman De Croo.

- La discussion a eu lieu. Sont intervenus : MM. Wouter De Vriendt, Herman De Croo, François-Xavier de Donnea et Dirk Van der Maelen.

- Le projet de loi a été adopté par 8 voix contre 1.

Prochaine réunion : mercredi 4 février 2009.

## Défense nationale et Relations extérieures

---

COMMISSIONS RÉUNIES DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES RELATIONS EXTÉRIEURES

*Présidents : M. Ludwig Vandenhove et Mme Hilde Vautmans*

➤ **MARDI 27 JANVIER 2009**

La menace de prolifération nucléaire

- Exposé du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères
- Echange de vues

(Continuation). (Rapporteur : M. François-Xavier de Donnea).

- Sont intervenus : MM. Dirk Van der Maelen et François-Xavier de Donnea et Mme Juliette Boulet.

## Défense nationale

---

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

*Président : M. Ludwig Vandenhove*

➤ **MERCREDI 28 JANVIER 2009**

1. L'accord sectoral avec les associations professionnelles

- Echange de vues avec le ministre de la Défense.



- Rapporteur : Mme Brigitte Wiaux.  
- Exposé du ministre de la Défense.

- Sont intervenus : MM. André Flahaut, Wouter De Vriendt, David Geerts, Mme Brigitte Wiaux, M. Patrick De Grootte, Mme Ingrid Claes, M. Bruno Stevenheydens et Mme Hilde Vautmans.

2. Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur “l’achat de matériel Tempest” (n° 9519).

- Le ministre de la Défense a répondu.

3. Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur “les projets concernant l’Institut royal supérieur de Défense” (n° 9520).

- Le ministre de la Défense a répondu.

4. Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “l’évolution de la guerre en Afghanistan” (n° 9546).

- Le ministre de la Défense a répondu.

5. Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “le trafic de drogues dans le cadre de la guerre en Afghanistan” (n° 9665).

- Le ministre de la Défense a répondu.

6. Question de M. Maxime Prévot au ministre de la Défense sur “l’avenir professionnel des veilleurs maître chien, des veilleurs de nuit et des chefs de gardiennage” (n° 9676).

- Le ministre de la Défense a répondu.

7. Question de M. Jan Jambon au ministre de la Défense sur “le Musée royal de l’Armée” (n° 10125).

- Le ministre de la Défense a répondu.

8. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “le paludisme parmi les militaires à Kaboul” (n° 10169).

- Le ministre de la Défense a répondu.

9. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “l’expédition Belare/IPF avec la participation de militaires belges à la construction de la base scientifique belge en Antarctique, la ‘Station Princess Elisabeth’” (n° 10180).

- Le ministre de la Défense a répondu.

10. Questions et interpellations jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Défense sur “le problème de stockage au Musée de l’Armée” (n° 10217).

- Question de Mme Barbara Pas au ministre de la Défense sur “des avions militaires utilisés abusivement à des fins privées par des parlementaires” (n° 10183).



- Interpellation de M. Patrick De Grootte au ministre de la Défense sur "l'utilisation d'un avion militaire par un sénateur" (n° 262).
- Interpellation de M. David Geerts au ministre de la Défense sur "l'utilisation d'un avion militaire par un sénateur" (n° 263)
- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur "l'utilisation d'un avion de transport militaire pour une adoption" (n° 10223).

- Le ministre de la Défense a répondu.

11. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "le service des sépultures militaires" (n° 10184).

- Le ministre de la Défense a répondu.

12. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "les émissions Télévox nouvelle 'mouture'" (n° 10189).

- Le ministre de la Défense a répondu.

13. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "la publication du magazine Direct de la Défense" (n° 10190).

- Le ministre de la Défense a répondu.

14. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "la Déclaration du Conseil européen sur le renforcement de la politique européenne de sécurité et de défense" (n° 10212).

- Le ministre de la Défense a répondu.

15. Question de M. Dirk Vijnck au ministre de la Défense sur "la livraison des NH90 commandés pour les forces armées belges" (n° 10240).

- Le ministre de la Défense a répondu.

16. Questions jointes :

- Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de la Défense sur "les Special Olympic Games" (n° 10316).

- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "l'aide de la Défense pour les Jeux Nationaux Special Olympics" (n° 10463).

- Le ministre de la Défense a répondu.

17. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "la participation du détachement belge de la KFOR à la mise sur pied de la nouvelle Force de sécurité du Kosovo" (n° 10464).

- Le ministre de la Défense a répondu.



18. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "l'entraînement des militaires belges au Bénin" (n° 10465).

- Le ministre de la Défense a répondu.

19. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "la participation de militaires belges à la lutte contre les mines en Jordanie" (n° 10466).

- Le ministre de la Défense a répondu.

20. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "la participation d'un officier de marine belge à la lutte internationale contre le trafic de drogues dans les Caraïbes" (n° 10467).

- Le ministre de la Défense a répondu.

21. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "les avions sans pilote B-Hunter pour le contrôle de la pollution en Mer du Nord" (n° 10468).

- Le ministre de la Défense a répondu.

22. Question de M. Dirk Vijnck au ministre de la Défense sur "le quartier Ambiorix à Tongres" (n° 10500).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 4 février 2009.

## Droit de la famille

---

SOUS-COMMISSION "DROIT DE LA FAMILLE"

*Présidente : Mme Clotilde Nyssens*

### ➤ **MERCREDI 28 JANVIER 2009**

1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Muriel Gerkens, Zoé Genot, Juliette Boulet, Thérèse Snoy et d'Oppuers, Jean-Marc Nollet, Georges Gilkinet) modifiant certaines dispositions du Code civil relatives à la contribution des père et mère à l'éducation de leurs enfants, n° 295/1.

- Proposition de loi (Dalila Douifi, Renaat Landuyt, Christine Van Broeckhoven) modifiant le Code civil en vue de faire payer les pensions alimentaires des enfants de préférence par domiciliation bancaire, n° 564/1.

- Proposition de loi (Clotilde Nyssens, Christian Brotcorne) modifiant le Code civil en vue d'objectiver le calcul des contributions alimentaires des père et mère au profit de leurs enfants, n° 899/1.

- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Marie-Christine Marghem, Carina Van Cauter) modifiant le Code civil en ce qui concerne les frais extraordinaires dans le cadre d'une pension alimentaire, n° 1092/1.

- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Herman De Croo, Willem-Frederik Schiltz, Carina Van Cauter) modifiant la législation relative aux pensions alimentaires, en ce qui concerne l'autorisation de percevoir en cas de non-paiement, n° 1317/1.



- Proposition de loi (Mia De Schamphelaere, Raf Terwingen, Servais Verherstraeten) modifiant le Code civil en ce qui concerne les contributions alimentaires pour les enfants, n° 1611/1.
- Proposition de loi (Mia De Schamphelaere, Sonja Becq, Raf Terwingen) modifiant le Code civil en ce qui concerne l'instauration d'un compte enfant, n° 1709/1.  
(Continuation et clôture). (Rapporteurs : Mme Valérie Déom et M. Fouad Lahssaini).
- Un amendement (à la proposition n° 899/1) a été déposé par Mme Nyssens et consorts.
- La commission a décidé de demander au président de la Chambre de solliciter l'avis du Conseil d'Etat sur l'amendement.

2. Ordre des travaux.

Prochaine réunion : mercredi 4 février 2009.

### **Climat et Développement durable**

---

COMMISSION SPÉCIALE "CLIMAT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE"

*Président : M. Patrick Dewael*

➤ **MERCREDI 28 JANVIER 2009**

La crise alimentaire internationale.

- Exposé par M. Olivier De Schutter : rapporteur spécial des Nations Unies pour le 'Droit à l'alimentation'.

Prochaine réunion : mercredi 11 février 2009.

### **Finances et Budget**

---

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

*Président : M. François-Xavier de Donnea*

➤ **MERCREDI 28 JANVIER 2009**

1. Question de M. Philippe Henry au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances sur "les mesures d'écofiscalité annoncées par le gouvernement" (n° 10285).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, a répondu.

2. Question de M. Jean-Luc Crucke au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les activités illicites de Jefferson Carter" (n° 10067).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.



3. Question de M. Jean-Luc Crucke au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le service de médiation pour le crédit aux entreprises" (n° 10068).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

4. Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le changement annoncé au sein du comité de direction de la Loterie nationale, le contrat de gestion et le plan d'entreprise" (n° 10112).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de M. Robert Van de Velde au premier ministre sur "Ping An" (n° 10122).

- Question de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le coût de l'opération Fortis pour le pouvoir fédéral" (n° 10308).

- Question de Mme Meyrem Almaci au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la crise bancaire" (n° 10518).

- Question de M. Peter Vanvelthoven au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les conséquences de la crise bancaire pour l'emploi" (n° 10541).

- Question de M. Jan Jambon au premier ministre sur "l'avis provisoire des experts dans le dossier Fortis" (n° 10547).

- Question de M. Peter Vanvelthoven au premier ministre sur "le rapport provisoire du collège d'experts destiné à l'assemblée générale de Fortis qui se tiendra le 11 février 2009" (n° 10584).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

6. Question de Mme Barbara Pas au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la collection d'art de Fortis" (n° 10138).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

7. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le financement possible par Dexia de colonies juives en territoire palestinien" (n° 10141).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

8. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les sicav obligataires" (n° 10154).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

9. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la TVA sur les nouvelles constructions" (n° 10156).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

10. Question de M. Maxime Prévot à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "les pensions complémentaires responsables" (n° 10220).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.



11. Question de M. Maxime Prévot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'aberration du régime de T.V.A. pour la vente d'excédents alimentaires" (n° 10221).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

12. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'externalisation de la promesse de pension par une société" (n° 10247).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

13. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la construction d'une nouvelle entrée à la prison d'Ypres" (n° 10248).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

14. Question de M. Jean-Luc Crucke au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le hall indoor du Futurosport de Mouscron" (n° 10276).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

15. Question de Mme Ine Somers au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la déduction fiscale des voitures de société" (n° 10288).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

16. Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'absence de réaction de l'administration fiscale de Charleroi envers la non-rentree de déclarations fiscales par un mandataire public" (n° 10314).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

17. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le recours à la déduction d'intérêts notionnels par Bekaert" (n° 10323).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

18. Question de Mme Camille Dieu au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le manque d'accessibilité de la Tour des Finances" (n° 10373).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

19. Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances sur "des problèmes concernant les assureurs-crédit" (n° 10477).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.



20. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le pillage de comptes bancaires en ligne" (n° 10480).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

21. Question de M. Robert Van de Velde au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le rapport des experts concernant Fortis" (n° 10598).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 4 février 2009.

### **Police**

---

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE L'ACCOMPAGNEMENT PARLEMENTAIRE DU COMITÉ PERMANENT DE CONTRÔLE DES SERVICES DE POLICE

*Président : M. François-Xavier de Donnea*

➤ **MERCREDI 28 JANVIER 2009**

1. L'enquête du Comité P concernant la vente par des policiers d'armes déposées aux commissariats de police en vertu de la loi sur la détention d'armes : état de la question.

- Un échange de vues a eu lieu.

2. Divers.

Prochaine réunion : mercredi 4 mars 2009.

### **"Propositions de résolution"**

---

GROUPE DE TRAVAIL DE LA COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES CONCERNANT DES PROPOSITIONS DE RÉOLUTION

*Président : M. François-Xavier de Donnea*

➤ **MERCREDI 28 JANVIER 2009**

Propositions de résolution jointes :

- Proposition de résolution (Patrick Moriau, Jean Cornil, Dirk Van der Maelen) relative à une nouvelle politique générale de lutte contre la faim dans la perspective de la crise alimentaire mondiale, n° 1197/1.

- Proposition de résolution (Nathalie Muylle, Jef Van den Bergh, Ingrid Claes, Leen Dierick, Gerald Kindermans, Mark Verhaegen, Michel Doomst) relative à l'importance de la sécurité alimentaire en Europe, n° 1256/1.

- Proposition de résolution (Thérèse Snoy et d'Oppuers, Fouad Lahssaini, Philippe Henry, Wouter De Vriendt, Juliette Boulet, Muriel Gerkens, Georges Gilkinet, Zoé Genot, Meyrem Almaci) sur la crise alimentaire mondiale et sur le rôle de la Belgique, n° 1266/1.



- Proposition de résolution (Georges Dallemagne, Marie-Martine Schyns, Brigitte Wiaux) relative aux solutions à mettre en oeuvre en vue de vaincre la crise alimentaire mondiale, n° 1275/1.

- Un projet de texte a été élaboré.



## SÉANCE PLÉNIÈRE

*Ce chapitre mentionne:*

- *les principaux points abordés au cours des séances plénières de la semaine écoulée;*
- *l'objet des projets et propositions de loi discutés et votés;*
- *le résultat des votes.*

*Le numéro figurant à la suite de l'intitulé des projets et propositions de loi est celui du document parlementaire correspondant (voir aussi annexe 2 – projets de loi, propositions et rapports de commission);*

*Le chiffre figurant entre parenthèses à la suite de la date de la séance plénière est celui qui identifie la séance dans les publications officielles de la Chambre: le Compte rendu analytique qui publie les synthèses des débats et le Compte rendu intégral qui contient le texte intégral (voir "les publications de la Chambre" en dernière page du présent bulletin).*

### ➤ JEUDI 29 JANVIER 2009, APRES-MIDI (080)

## PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI

---

1. **Projet de loi modifiant la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions, n<sup>os</sup> 1664/1 à 4.**

*La loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions, prévoit en son 4, 3<sup>o</sup>, 4<sup>ème</sup> tiret, d'inscrire dans la Banque-Carrefour des Entreprises des informations concernant toute personne physique morale ou association qui en Belgique, exerce une profession, intellectuelle, libre ou de prestataire de services, en qualité d'indépendant.*

*A l'heure actuelle cette inscription n'est toujours pas effective parce que le texte législatif actuel ne le permet pas.*

*La nouvelle proposition de l'article 4 vise à régler ce problème en donnant une définition précise de ceux qui devraient être repris dans les données de la BCE.*

*Pour ce faire, le présent projet de loi:*

- *propose une nouvelle définition plus précise des entreprises tenues de s'inscrire à la Banque-Carrefour des Entreprises;*
- *afin d'améliorer la qualité des données dans la Banque-Carrefour, on prévoit dans certains cas des radiations d'office.*

Le projet de loi (n° 1664) est adopté à l'unanimité des 118 votants



2. - Projet de loi modifiant l'article 8bis de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées, en vue de réduire le délai de confirmation d'un handicap, n<sup>os</sup> 1260/1 à 4.
  - Proposition de loi (MM. Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts et Francis Van den Eynde) modifiant, en ce qui concerne la durée de traitement des demandes de certaines allocations sociales, la loi du 11 avril 1995 visant à instituer la charte de l'assuré social, n<sup>o</sup> 442/1.
  - Proposition de loi (MM. Josy Arens et Maxime Prévot et Mme Brigitte Wiaux) modifiant les articles 10 et 12 de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer « la charge » de l'assuré social en vue d'accélérer le traitement des demandes en matière d'allocations pour personnes handicapées, n<sup>os</sup> 888/1 et 2.

Le projet de loi (n<sup>o</sup> 1260) est adopté à l'unanimité des 122 votants

3. Projet de loi portant assentiment au Protocole additionnel, signé à Rabat le 19 mars 2007, à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume du Maroc sur l'assistance aux personnes détenues et le transfèrement des personnes condamnées, signée à Bruxelles le 7 juillet 1997, n<sup>o</sup> 1649/1.

Le projet de loi (n<sup>o</sup> 1649) est adopté par 84 voix contre 12 et 26 abstentions

4. Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine sur le transfèrement des personnes condamnées, signé à Bruxelles le 8 novembre 2006, n<sup>o</sup> 1650/1.

Le projet de loi (n<sup>o</sup> 1650) est adopté par 106 voix et 15 abstentions

5. Projet de loi portant assentiment au Deuxième Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, fait à Strasbourg le 8 novembre 2001, n<sup>o</sup> 1651/1.

Le projet de loi (n<sup>o</sup> 1651) est adopté à l'unanimité des 122 votants

6. Projet de loi portant assentiment à l'Accord relatif à la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen, et à l'Acte final, faits à Bruxelles le 25 juillet 2007, n<sup>o</sup> 1652/1.

Le projet de loi (n<sup>o</sup> 1652) est adopté à l'unanimité des 122 votants

7. Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et la République Démocratique du Congo en vue d'éviter la double imposition et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et au Protocole, signés à Bruxelles le 23 mai 2007, n<sup>o</sup> 1673/1.

Le projet de loi (n<sup>o</sup> 1673) est adopté par 99 voix contre 24



8. Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et la République du Rwanda tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude et l'évasion fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et au Protocole, signés à Kigali le 16 avril 2007, n° 1674/1.

Le projet de loi (n° 1674) est adopté par 99 voix contre 24

9. Projet de loi fixant le prix de revient total du service des impôts régionaux, en exécution de l'article 68ter de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, n° 1583/1.

*L'article 68ter, alinéa 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions (telle que modifiée par la loi spéciale du 13 juillet 2001) prévoit que le prix de revient total du services des impôts régionaux visés à l'article 3, alinéa 1er, 1° à 8° et 10 à 12° de ladite loi spéciale, doit être fixé par la loi, après concertation avec les gouvernements régionaux concernés.*

*Le présent projet de loi vise à exécuter ledit article 68ter.*

Le projet de loi (n° 1583) est adopté à l'unanimité des 122 votants

10. Projet de loi portant assentiment à la décision du Conseil de l'Union européenne du 7 juin 2007 relative au système des ressources propres des Communautés européennes, n°s 1740/1 et 2.

Le projet de loi (n° 1740) est adopté par 96 voix et 27 abstentions

11. Projet de loi portant assentiment aux actes internationaux suivants :
- 1° Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accèsion de la République d'Albanie.
  - 2° Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accèsion de la République de Croatie
- Signés à Bruxelles le 9 juillet 2008, n° 1753/1.

Le projet de loi (n° 1753) est adopté par 95 voix et 27 abstentions

---

## QUESTIONS ORALES

---

### **Mesures d'aide en faveur d'Opel**

Questions jointes de :

- M. Robert Van de Velde (LDD) (n° P0762)
- M. Ludo Van Campenhout (Open Vld) (n° P0763)
- M. Jo Vandeurzen (CD&V) au premier ministre (n° P0764)



### ***Relations belgo-congolaises et la situation au Congo***

Question de :

M. Georges Dallemagne (cdH) au premier ministre (n° P0765)

### ***Affaire Fortis***

Questions jointes de :

- M. Robert Van de Velde (LDD) (n° P0766)
- Mme Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!) au premier ministre (n° P0767)

### ***Conséquences sociales de la vente de Fortis***

Question de :

Mme Barbara Pas (VB) au premier ministre (n° P0769)

### ***L'assurance complémentaire « Responsabilité administrateur » d'ex-administrateurs de Fortis***

Question de :

M. Bruno Valkeniers (cdH) au premier ministre (n° P0770)

### ***Produits Lehman Brothers***

Questions jointes de :

- M. Hans Bonte (sp.a) (n° P0771)
- Mme Karine Lalieux (PS) au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P0772)

### ***Dégraissage de l'administration publique***

Question de :

M. Peter Vanvelthoven (sp.a) au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles (n° P0777)



### ***Risque de condamnation de l'Etat belge pour sa politique en matière de détention préventive***

Question de :

Mme Marie-Christine Marghem (MR) au ministre de la Justice  
(n° P0780)

### ***Le modèle kiwi***

Questions jointes de :

- M. Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!) (n° P0773)
- M. Stefaan Vercamer (CD&V) à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique (n° P0774)

### ***Interdiction de fumer***

Question de :

Mme Sarah Smeyers (N-VA) à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique (n° P0775)

### ***Mise en place d'un SAMU psychiatrique***

Question de :

M. Maxime Prévot (cdH) à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique (n° P0776)

### ***Le stress des jeunes parents durant les journées de travail***

Question de :

Mme Maggie De Block (Open Vld) à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances (n° P0778)

### ***Recommandations de la Commission européenne en matière d'emploi***

Question de :

M. Pierre-Yves Jeholet (MR) à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances (n° P0779)



### **Projet de consultation populaire**

Question de :

Mme Muriel Gerkens (Ecolo-Groen!) au ministre du Climat et de l'Énergie (n° P0781)

### **L'ampleur de la crise économique et les chiffres de l'ICN**

Question de :

M. Yvan Mayeur (PS) au ministre pour l'Entreprise et la Simplification (n° P0782)

## **HOMMAGE AUX VICTIMES DES ACTES VIOLENTS PERPÉTRÉS À TERMONDE**

---

Le **président** (devant l'assemblée debout) : Trois morts, deux jeunes bambins de six et huit mois et leur puéricultrice, ainsi que de nombreux blessés, tel est le bilan des actes de violence aveugle perpétrés dans la crèche «Le Pays des Fables» à Termonde, le vendredi 23 janvier 2009. L'annonce de ce drame nous a laissés bouche bée.

Ces actes sont d'autant plus incompréhensibles qu'ils ont été commis dans une crèche, symbole même de l'innocence de l'enfance et des plus belles espérances. En brisant des jeunes vies qui ne demandaient qu'à s'épanouir, c'est aux racines mêmes de notre société civilisée que l'on porte atteinte.

En s'attaquant aux puéricultrices dont nous savons tous combien elles allient esprit de désintéressement et professionnalisme rigoureux, ce sont le dévouement et la générosité mêmes que l'on détruit.

On ne peut que formuler le vœu que toute la lumière soit faite sur les circonstances exactes de ce drame.

Avant tout, nous nous inclinons devant la mémoire des victimes et nous partageons la douleur des familles endeuillées.

Nos pensées accompagnent également les membres du personnel de la crèche et les enfants dont certains porteront à jamais dans leur chair les stigmates de cet acte odieux.

Je tiens à mettre en exergue l'intervention des services de secours et la prise en charge des familles des victimes et des témoins de ce drame.

Chers Collègues, nous savons tous que la violence gratuite n'est jamais à exclure. Des actes de violence ont été commis de tout temps et il serait illusoire de penser que l'on puisse les prévenir et les éradiquer totalement. Pour les pouvoirs publics comme pour les citoyens, le combat pour une société plus juste et plus sûre est à mener au quotidien. Car si nous pouvons prétendre, en tant qu'être humains, à la plus grande sécurité possible, il est de notre devoir à tous de contribuer à la concrétisation de cette aspiration. Nous devons imprégner nos faits et nos gestes d'une conscience morale toujours plus forte. Nous devons afficher davantage de respect pour l'existence et les biens de nos semblables.

J'invite la Chambre à observer une minute de silence en hommage aux innocentes victimes.



**Carl Devlies**, secrétaire d'État : le gouvernement se rallie à cet hommage et partage les souffrances des victimes et de leurs familles.

*La Chambre debout observe une minute de silence.*

## VOTES NOMINATIFS SUR LES MOTIONS

---

*Une motion pure et simple est une motion qui vise uniquement à passer à l'ordre du jour. La motion pure et simple a la priorité de droit sur toutes les autres motions, à l'exception de la motion de confiance. L'adoption d'une motion pure et simple entraîne la caducité de toutes les autres motions (art.92bis du Règlement de la Chambre).*

*Si plusieurs motions de recommandation portent sur le même objet, celles déposées par des interpellateurs ont, lors du vote, la priorité de droit sur celles déposées par d'autres membres. L'ordre du vote est, pour chacune de ces deux catégories de motions, déterminé par l'ordre dans lequel celles-ci ont été déposées.*

### VOTES :

1. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!) au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des réformes institutionnelles sur « la transposition en droit belge de la directive sur la libéralisation du marché postal » (n° 252)  
(développées en réunion publique de la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques du 19 janvier 2009)

Deux motions ont été déposées (MOT 52 252/001)

- une motion de recommandation par Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!)
- une motion pure et simple par Ludo Van Campenhout (Open Vld) et Jef Van den Bergh (CD&V)

La motion pure et simple est adoptée par 72 voix contre 46 et 1 abstention

2. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. David Geerts (sp.a) au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des réformes institutionnelles sur « la mise en œuvre des augmentations de prix prévues par la SNCB » (n° 259)  
(développées en réunion publique de la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques du 19 janvier 2009)



Deux motions ont été déposées (MOT 52 259/001)

- une motion de recommandation par David Geerts (sp.a)
- une motion pure et simple par François Bellot (MR) et Jef Van den Bergh (CD&V)

La motion pure et simple est adoptée par 72 voix contre 46 et 1 abstention

3. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Bart Laeremans (Vlaams Belang) au secrétaire d'Etat à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur « le nouvel accord concernant l'utilisation des pistes à Zaventem » (n° 251)  
(développées en réunion publique de la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques du 21 janvier 2009)

Deux motions ont été déposées (MOT 52 251/001)

- une motion de recommandation par Bart Laeremans (Vlaams Belang), Peter Logghe (Vlaams Belang) et Jan Mortelmans (Vlaams Belang)
- une motion pure et simple par Valérie De Bue (MR), François Bellot (MR), Georges Dallemagne (cdH) et Sonja Becq (CD&V)

La motion pure et simple est adoptée par 72 voix contre 48 et 1 abstention

4. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Ben Weyts (N-VA) au premier ministre sur « le dossier Bruxelles-Hal-Vilvorde » (n° 254)
- M. Bart Laeremans (Vlaams Belang) au premier ministre sur « la scission de la circonscription et de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles-Hal-Vilvorde » (n° 255)  
(développées en réunion publique de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique du 21 janvier 2009)

Trois motions ont été déposées (MOT 52 254/001)

- une motion de recommandation par Ben Weyts (N-VA)
- une motion de recommandation par Bart Laeremans (Vlaams Belang)
- une motion pure et simple par Philippe Collard (MR) et Leen Dierick (CD&V)

La motion pure et simple est adoptée par 73 voix contre 46 et 1 abstention



## RELATIONS INTERNATIONALES

**DU LUNDI 26 JANVIER AU VENDREDI 30 JANVIER 2009**

### **RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO**

Du lundi 26 janvier au vendredi 30 janvier 2009, deux questeurs, deux questeurs-adjoints et deux secrétaires généraux de l'Assemblée nationale et du Sénat de la République Démocratique du Congo ont effectué une visite au Parlement fédéral.

Lors de cette visite d'étude, ils ont été informés par différents fonctionnaires de la Chambre des représentants et du Sénat.

Composition de la délégation :

- Monsieur Modeste Bahati Lukwebo
- Madame Brigitte Kalaba Sankwe
- Monsieur Constantin Tshisuaka Kabanda
- Monsieur Jean Philibert Mabaya Gizi Amine
- Monsieur Ignace Ndebo Akanda
- Madame Martine Masika Katsuva





## PUBLICATIONS

*Cette rubrique mentionne quelques publications que la rédaction juge susceptibles d'intéresser le lecteur.*

### CHAMBRE

---

#### Documents parlementaires :

- 4-872/1 (SÉNAT)  
52 1385/001 (CHAMBRE) DU 17 JUILLET 2008

Rapport concernant le rapport de contrôle commun du Comité permanent P et du Comité permanent R relatif à l'organe de coordination pour l'analyse de la menace (OCAM)

- 52 1745/001 (CHAMBRE)  
4-1137/1 (SÉNAT) DU 21 JANVIER 2009

Rapport à l'attention du Parlement (1 janvier 2006 – 31 décembre 2007) – Commission nationale d'évaluation de la loi du 3 avril 1990 relative à l'interruption de grossesse (loi du 13 août 1990)

- 52 0005/003 DU 23 JANVIER 2009

Liste des organes stratégiques et des secrétariats des ministres et secrétaires d'Etat.





## CONSEIL DES MINISTRES

*Le texte ci-dessous mentionne les points qui figurent à l'ordre du jour du Conseil des ministres et qui sont susceptibles d'influencer les travaux parlementaires futurs. Il s'agit surtout d'avant-projets de loi approuvés par le Conseil des ministres. Le parlement fédéral entame l'examen d'un projet lorsque le gouvernement l'a déposé à la Chambre des représentants ou au Sénat. Le projet ne peut obtenir la sanction et être promulgué en tant que loi qu'après avoir été adopté par la Chambre et, dans certains cas, également par le Sénat.*

*Une information plus détaillée relative aux décisions du Conseil des ministres est disponible sur le site Internet du gouvernement fédéral: <http://www.presscenter.org> - Conseil des ministres*

### ➤ **CONSEIL DES MINISTRES DU 29 JANVIER 2009**

Le Conseil des ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le jeudi 29 janvier 2009 sous la présidence du premier ministre Herman Van Rompuy.

#### **ZONES DE SECOURS**

Délimitation des zones de secours pour la sécurité civile - Deuxième lecture.

Sur proposition de M. Guido De Padt, ministre de l'Intérieur, le Conseil des ministres a approuvé, en deuxième lecture, un projet d'arrêté royal qui fixe la délimitation territoriale des zones de secours. Le projet détermine les limites des futures zones de secours.

La loi du 15 mai 2007 a réformé la sécurité civile et a jeté les bases des zones de secours qui disposent d'une personnalité juridique propre. Elles constituent le niveau organisationnel des services d'incendie. Les zones consistent en un réseau de postes de secours et ont pour mission d'organiser les secours selon le principe de *l'aide adéquate la plus rapide*.

Le Conseil des ministres a approuvé la délimitation des zones, après une phase de consultation en deux temps. La première consultation a eu lieu avec un comité consultatif au niveau de chaque province lors du premier semestre 2008. Le comité consultatif national, qui s'est réuni le 18 juillet 2008, a formulé des propositions de délimitation des zones de secours sur la base de ces avis. Le projet d'arrêté royal reprend ces propositions moyennant une petite modification dans la province de Liège : les communes de Plombières, Welkenraedt et Baelen sont ajoutées à la zone de secours de Herve-Verviers.

Le Conseil des ministres a par ailleurs approuvé le projet d'arrêté royal concernant la composition et le fonctionnement de la Commission d'accompagnement de la réforme de la sécurité civile. La Commission est tenue d'établir un rapport d'évaluation annuel.



## TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Stimulation de la construction de nouveaux bâtiments d'habitation.

Sur proposition de M. Didier Reynders, ministre des Finances, le Conseil des ministres a approuvé, dans le cadre du plan de relance, un projet d'arrêté royal (modifiant l'arrêté royal n°20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux.) qui introduit une série de mesures pour stimuler la construction de nouveaux bâtiments d'habitation. Ces mesures sont temporaires et ne restent en vigueur que jusqu'au 31 décembre 2009.

Le projet applique le taux réduit de TVA de 6 % pour :

- les travaux immobiliers ayant pour objet la démolition et la reconstruction d'un bâtiment d'habitation ;
- la construction et la livraison de bâtiments utilisés exclusivement ou à titre principal comme logement privé sur une tranche limitée des factures jusqu'à 50.000 euros htva ;
- le secteur des logements publics sociaux : logements privés livrés aux provinces, aux sociétés intercommunales, aux communes, aux centres publics intercommunaux d'action sociale et aux centres publics d'action sociale, destinés à la location ou à la vente comme logement social.

Les travaux immobiliers aux maisons de soins psychiatriques et aux initiatives d'habitation protégée peuvent également bénéficier du taux réduit de TVA.

## PLAN DE RELANCE

Exécution du volet social du plan de relance - Deuxième lecture.

Le Conseil des ministres a pris une série de mesures sociales dans le cadre du plan de relance et du budget 2009, ayant pour objectif de renforcer le pouvoir d'achat.

La **garantie de revenus aux personnes âgées** sera augmentée de 0,6% au 1er juin 2009 et 0,8% au 1er janvier 2010. Cette garantie de revenus aux personnes âgées offre une aide financière aux personnes âgées qui ne disposent pas de moyens suffisants.

L'**allocation aux personnes handicapées** (allocation de remplacement de revenus) sera augmentée de 2% au 1er juin 2009.

Le **revenu d'intégration et les allocations sociales assimilées** seront augmentées de 2% au 1er juin 2009.

Les **pensions minimums** seront augmentées de 3%. La pension minimum pour indépendants sera augmentée de 3% au 1er août 2009. La pension minimum de ménage s'élèvera alors à 1.213,44 euros et la pension pour isolés et la pension de survie s'élèveront à 920,62 euros. La pension minimum garantie pour travailleurs salariés sera augmentée de 3% au 1er juin 2009. La pension minimum de ménage s'élèvera alors à 1.255,69 euros et la pension pour isolés ainsi que la pension de survie s'élèveront à 1.004,87 euros.

Le **droit minimum** par année de carrière pour les pensions qui prendront cours à partir du 1er septembre 2009 sera augmenté de 5,05 %.

Les **pensions les plus anciennes** des travailleurs salariés seront augmentées de 2%. Les pensions pour travailleurs salariés qui ont pris cours avant le 1er janvier 1994 augmenteront de 2% au 1er juin 2009 (sauf la pension minimum garantie qui elle augmentera de 3 % au 1er juin 2009). Les pensions pour indépendants et pour travailleurs salariés seront augmentées de 2% au 1er septembre 2009 lorsque la pension a pris cours effectivement et pour la première fois depuis 5 ans.



Les **pensions des travailleurs salariés** de 15 ans ou moins et qui ont pris cours pour la première fois avant le 1er janvier 2009 seront augmentées de 1,5% au 1er juin 2009 (sauf la pension minimum garantie qui elle augmentera de 3 % au 1er juin 2009).

Les **pensions pour indépendants** qui ont pris cours pour la première fois avant le 1er janvier 2009 seront augmentées de 1,5% au 1er août 2009 (sauf la pension minimum garantie qui elle augmentera de 3 % au 1er août 2009).

## RESTRUCTURATION D'ENTREPRISES

Mesures prévues par le plan de relance en ce qui concerne les entreprises en restructuration -  
Deuxième lecture

Sur proposition de Mme Joëlle Milquet, ministre de l'Emploi, le Conseil des ministres a approuvé, en deuxième lecture, un projet d'arrêté royal modifiant divers arrêtés royaux pris dans le cadre de la restructuration des entreprises. Le projet contient une série de mesures prévues par le plan de relance en ce qui concerne les entreprises en restructuration :

- Toutes les entreprises de plus de 20 travailleurs qui procèdent à un licenciement collectif doivent mettre en place une cellule pour l'emploi pendant 6 mois pour les travailleurs de + de 45 ans et pendant 3 mois pour les travailleurs jusqu'à 45 ans. Pour les entreprises de moins de 20 travailleurs, la mise en place d'une telle cellule est une possibilité. C'est une obligation si ces PME demandent un abaissement de l'âge de la prépension.
- Tous les travailleurs licenciés sont tenus de s'inscrire à cette cellule pour l'emploi et de participer activement à l'offre.
- Une offre d'outplacement obligatoire doit être faite à tous les travailleurs inscrits à une cellule pour l'emploi.
- Les travailleurs licenciés doivent obligatoirement s'inscrire comme demandeur d'emploi auprès du VDAB, du FOREM ou d'ACTIRIS.
- Les travailleurs temporaires et intérimaires comptant au moins 1 an d'ancienneté dans l'entreprise et dont le contrat n'est pas prolongé suite à la restructuration peuvent également s'inscrire à la cellule pour l'emploi et bénéficier de l'offre d'outplacement. Durant leur inscription à la cellule pour l'emploi, les intéressés ont droit à l'allocation de chômage majorée des chômeurs temporaires.
- Les avantages suivants sont octroyés :
  - le remboursement des frais d'outplacement est augmenté (supérieur lorsqu'il débouche sur un nouvel emploi et doublé pour les + de 45 ans). Les frais peuvent être remboursés à un fonds sectoriel qui prend en charge le coût de l'outplacement
  - le remboursement de l'indemnité de reclassement durant la période de validité de la cellule pour l'emploi et le maintien de cette indemnité en cas de reprise du travail pendant la période de la cellule
  - une réduction des cotisations ONSS patronales pour l'entreprise qui engage un travailleur issu d'une restructuration
  - une réduction des cotisations ONSS personnelles pour un travailleur issu d'une restructuration qui retrouve un emploi
  - la carte de restructuration (qui donne droit aux deux réductions de cotisations mentionnées ci-dessus) aura une validité de 12 mois.





## ANNEXES





## DEMANDES D'INTERPELLATION

*Les demandes d'interpellation sont déposées au bureau de la Chambre qui les renvoie en réunion publique de commission. Sur avis de la Conférence des présidents, le président peut toutefois décider qu'une interpellation présentant un intérêt général ou politique particulier sera développée en séance plénière ou décider de la transformer en question orale ou écrite.*

➤ **0270 Intérieur**

Interpellation de M. Bart LAEREMANS au ministre de l'Intérieur sur « l'organisation des élections européennes et régionales ».

Idem n° 0258 M. Ben WEYTS

➤ **0271 Intérieur**

Interpellation de M. Georges GILKINET au premier ministre sur « le projet de construction d'une centrale de type EPR à Chooz ».

➤ **0272 Défense nationale**

Interpellation de M. Patrick DE GROOTE au ministre de la Défense sur « le service militaire volontaire ».

➤ **0273 Economie**

Interpellation de M. Philippe HENRY au ministre du Climat et de l'Energie sur « les suites données à l'incident nucléaire de l'IRE à Fleurus ».

➤ **0274 Infrastructure**

Interpellation de M. François BELLOT au secrétaire d'Etat à la Mobilité adjoint au premier ministre sur « la nécessaire réforme de l'apprentissage à la conduite automobile ».





PROJETS DE LOI, PROPOSITIONS,  
RAPPORTS DE COMMISSIONS ET  
COMPTES-RENDUS

*Les projets et propositions de loi déposés à la Chambre ainsi que les rapports de commission sont publiés sous forme de documents parlementaires.*

*Ces documents portent un numéro d'ordre principal attribué lors du dépôt à chaque projet ou proposition; suit un numéro subséquent attribué aux différents documents (avis du Conseil d'État, amendements, rapports de commission ....) qui s'y rattachent. Suit enfin la mention de la session parlementaire au cours de laquelle le projet ou la proposition a été déposé.*

*Tous les documents parlementaires peuvent être commandés (voir dernière page du bulletin : « Publications de la Chambre des représentants et du Sénat de Belgique »).*

*Ils peuvent également être consultés sur le site Internet de la Chambre: <http://www.lachambre.be>, sous la rubrique « Documents parlementaires ». Une sous rubrique mentionne les documents les plus récents.*

*Les comptes rendus des séances plénières et des commissions peuvent également être consultés sur le site, sous la rubrique « Séances plénières » (compte rendu analytique et intégral) et sous la rubrique « Commissions » (discussion des textes de loi, des interpellations et des questions orales).*

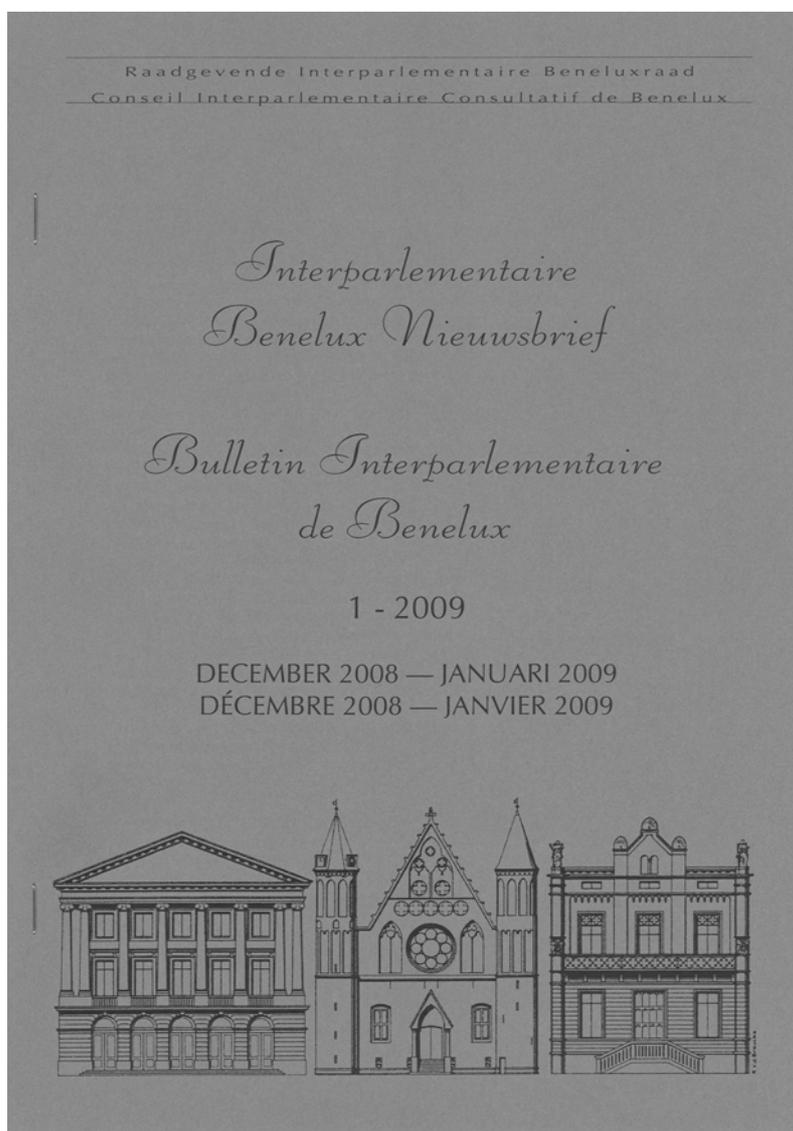




ASSEMBLEES  
PARLEMENTAIRES  
INTERNATIONALES

Benelux

- CONSEIL INTERPARLEMENTAIRE CONSULTATIF DE BENELUX  
Bulletin Interparlementaire de Benelux – 1-2009 – Décembre 2008-Janvier 2009







ADDENDA





## AGENDA DES SEANCES PLENIERES ET DES REUNIONS DE COMMISSIONS

*Les agendas des commissions et des séances plénières sont disponibles sur le site Internet de la Chambre ([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be)), rubriques « Agenda des réunions de commissions » et « Agenda des séances plénières ».*



**MONOGRAPHIES PUBLIÉES PAR LA CHAMBRE - BON DE COMMANDE**

TITRE	EURO	NOMBR.	PRIX TOTAL
<b>Législation</b>			
La Constitution belge (octobre 2007) <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	2,50	-----	-----
La Constitution belge – édition « cartonnée »	5,00	-----	-----
Loi du 13 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires, modifiée par la loi du 30 juin 1996	1,20	-----	-----
<b>Série de brochures "Précis de Droit parlementaire"</b>			
<input type="checkbox"/> L'irresponsabilité parlementaire (mars 2007)	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> L'inviolabilité parlementaire (mars 2007)	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> La Cour constitutionnelle (octobre 2007)	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> L'influence des arrêts de la Cour d'arbitrage sur le travail parlementaire (novembre 2001)	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> Les lois spéciales de réformes institutionnelles (octobre 2001)	2,50	-----	-----
<b>Information parlementaire</b>			
<input type="checkbox"/> Liste d'adresses des députés - composition politique –groupes linguistiques -composition des commissions - relevé statistique des activités	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> Dépenses électorales: élections 18 mai 2003	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> Rapport annuel 2005-2006	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> Règlement de la Chambre + Annexes (octobre 2007)	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> L'Histoire de la Chambre des représentants	15,00	-----	-----
<input type="checkbox"/> La faillite de la Sabena (rapport + annexes)	5,00	-----	-----
<b>Fiches "info" parlementaires</b>			
Informations sur les structures de l'État fédéral et fonctionnement du parlement fédéral <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	1,20	-----	-----
<b>Parlementum Belgicum</b>			
Livre de photographies	4,00	-----	-----
<b>Cent ans de débats insolites à la Chambre et au Sénat ; Emile Toebosch,</b> Chambre des représentants 2001 ; 182 pp. « <b>Le Parlement</b> » (iconographie) « <b>Le Palais de la Nation</b> » (W. Van den Steene) <b>Les députés 1894-1969 – facsimilé (Van Molle) - biographie</b> <b>Brochure « Dessins satiriques »</b>	5 2,50 30,00 2,50 2,00	----- ----- ----- ----- -----	----- ----- ----- ----- -----
<b>Film DVD: "Le Parlement fédéral de la Belgique"</b> <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> DVD	6,20	-----	-----
<b>Gravure :</b> "Vue de l'Hôtel des Etats Généraux à Bruxelles" encadrée	70,00	-----	-----
<b>Gravure :</b> "Vue de l'Hôtel des Etats Généraux à Bruxelles" non encadrée	10,00	-----	-----
<b>Dépliants</b>			
Dépliant "Le Parlement fédéral de Belgique" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	gratuit	-----	-----
Dépliant "L'hémicycle – Chambre des représentants" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N	gratuit	-----	-----
<b>BON DE COMMANDE – MONOGRAPHIES DE LA CHAMBRE</b>			
A renvoyer à : Chambre des représentants - Service des Affaires générales – 1008 BRUXELLES			
NOM _____			
ADRESSE _____			
Veuillez verser le montant correspondant au compte n° <b>000-0019220-14</b> de la Chambre des représentants – 1008 Bruxelles (IBAN BE94 0000 0192 2014 BIC BPOTBEB1)			
<i>La commande sera exécutée dès réception du paiement. Il n'est pas fourni de facture.</i>			

**PUBLICATIONS DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS ET DU SÉNAT**

	BELGIQUE		ETRANGER	
	ABONNEMENT PAR SESSION PARLEMENTAIRE (1)	NUMÉROS SÉPARÉS	ABONNEMENT PAR SESSION PARLEMENTAIRE (1)	NUMÉROS SÉPARÉS
<b>Compte rendu intégral définitif Chambre et Sénat</b> Reproduction intégrale des débats des Chambres législatives, dans la langue de l'orateur	95,00 euro (2)	2,00 euro (3)	270,00 euro (2)	6,00 euro (3)
<b>Bulletin des questions et réponses (bilingue)</b> (version intégrale) Questions posées par les parlementaires et réponses du gouvernement (version raccourcie)	50,00 euro (2)	2,00 euro (3)	120,00 euro (2)	6,00 euro (3)
<b>Compte rendu analytique</b> Chambre Résumé des débats publié le lendemain des séances-bilingue	20,00 euro	1,00 euro	60,00 euro	3,00 euro
<b>Informations parlementaires</b> Bulletin hebdomadaire	15,00 euro	/	45,00 euro	/
(1) session parlementaire: en principe d'octobre à octobre (2) Chambre et Sénat (3) Chambre ou Sénat				
<b>Informations et commandes pour les publications susmentionnées:</b> Service Affaires générales – tél.: (02) 549 81 79 fax: (02) 549 82 74 Compte n° <b>000-1648428-10</b> de «Publications de la Chambre des représentants – 1008 Bruxelles» (IBAN BE41 0001 6584 2810 BIC BPOTBEB1) Veuillez mentionner clairement: <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nom et adresse complète du souscripteur</li> <li>- Adresse d'expédition si elle diffère de l'adresse du souscripteur</li> <li>- Description précise de la publication souhaitée (titre, date, numéro, session et langue)</li> <li>▶ Le montant de l'abonnement est dû en totalité, quelle que soit la date de souscription; les numéros antérieurs à la date de paiement ne sont pas fournis</li> <li>▶ L'abonnement prend cours dès réception du paiement et ne peut être résilié</li> <li>▶ La Chambre n'est pas assujettie à la TVA</li> </ul>				
<b>Documents parlementaires de la Chambre</b>  Projets et propositions de loi, amendements, propositions de résolution, rapports de commission, avis du Conseil d'État, etc - abonnement complet avec budgets - abonnement complet sans budgets - abonnements thématiques  - numéros séparés  Frais administratifs en cas de commande de numéros séparés à 2,50 EUR: 0,75 EUR	<b>BELGIQUE</b> 0,0744 euro par page imprimée  <b>ÉTRANGER</b> 0,0744 euro par page imprimée + frais de port	<b>Informations et commandes:</b> <u>Chambre des représentants</u> Service des Affaires générales 1008 BRUXELLES tél.: (02) 549 81 58: renseignements (02) 549 81 60: commandes fax: (02) 549 82 74  Compte n° <b>000-1648428-10</b> de «Publications de la Chambre des représentants»  Paiement dès réception du décompte		